

Abstracts in French and Spanish

Résumés

Au-delà de la délusion radiale: conceptualiser et mesurer la démocratie et la non-démocratie

Jørgen Møller et Svend-Erik Skaaning

La littérature présente nombre de typologies des régimes politiques en général et de la démocratie en particulier. Cependant, peu d'études ont été consacrées à examiner de façon systématique la relation empirique entre les composants constitutifs de la démocratie libérale. Dans cet article, nous reconsidérons la plus prometteuse de ces recherches, à savoir l'agenda de recherche sur les « démocraties défectueuses ». Ce faisant, nous identifions un problème plus général que nous désignons comme la délusion radiale. Ce problème est relatif au renoncement à la notion de hiérarchie des attributs, créant ainsi des sous-types réduits empiriquement vides. Nous le résolvons en construisant une typologie alternative qui inclut des construits théoriques bien établis et assigne des référents à tous les types adéquats. En outre, la distribution empirique se conforme en fait à la logique hiérarchique d'une échelle simple et parfaitement ordonnée qui justifie la construction d'une échelle de la démocratie.

Le soutien à la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE: genre, attitudes à l'égard de l'intégration économique, et attachement à l'Europe

Cigdem Kentmen

La présente étude examine les déterminants du soutien individuel à la Politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne (PESC). En utilisant des données de l'enquête Eurobaromètre 2005, j'ai spécifié des modèles qui testent si le genre, les évaluations économiques subjectives de l'intégration européenne et l'attachement à l'Europe affectent la façon dont les citoyens de l'UE considèrent la PESC et une éventuelle force militaire d'intervention rapide européenne. Mes découvertes montrent qu'il n'y a aucun décalage entre hommes et femmes dans les attitudes vis-à-vis de la politique étrangère de l'UE: les femmes ne sont pas moins pacifiques que les hommes. Les individus fondent leur évaluation de l'UE sur leur expérience de l'intégration économique et leurs sentiments envers l'Europe.

La transparence ne suffit pas: rendre la transparence efficace dans la lutte contre la corruption

Catharina Lindstedt et Daniel Naurin

Nous testons l'affirmation courante mais rarement examinée considérant que rendre les institutions politiques plus transparentes est une méthode efficace pour combattre la corruption. Cette assertion est confirmée par des données transnationales, mais aussi spécifiée et qualifiée sous plusieurs aspects. Plus important encore, nous constatons que regarder seulement les résultats moyens donne une image trompeuse de l'impact de la transparence sur la corruption. Rendre les informations simplement disponibles n'empêchera pas la corruption si les facteurs de publicisation et de responsabilisation, tels que l'éducation, la circulation médiatique et des élections libres et justes, sont faibles. En outre, nous constatons que les conditions de transparence mises en œuvre par l'institution elle-même sont moins efficaces comparées aux agents de transparence non institutionnels, comme une presse libre. Une conséquence importante de ces découvertes est que des réformes se concentrant sur une transparence croissante doivent être accompagnées par des mesures de renforcement de la capacité des citoyens à agir sur les informations disponibles, si on veut des effets positifs sur la corruption.

Préférences étatiques et feedback institutionnel: PAC et intégration européenne

Min-hyung Kim

Par l'examen de l'interaction entre le processus d'approfondissement de l'intégration européenne et la politique intérieure des États membres de l'UE, cet article cherche à montrer comment celui-là affecte cette dernière et mène en fin de compte à la réorganisation des préférences des membres de l'UE dans le temps. Les deux cas examinés ici (les changements de préférence de politique agricole en France, et en Allemagne pendant les négociations de la réforme MacSharry) illustrent comment cette intégration européenne produit avec le temps un retour d'information institutionnel par lequel les politiques de l'UE deviennent non de simples productions, mais aussi des contributions majeures dans le processus politique des États membres de l'UE. Le facteur décisif dans la modification des préférences est un changement de coalition en politique intérieure, provoqué par des convictions positives quant aux avantages nationaux d'une intégration plus importante.

Facteurs de coups d'État, 1970–1990: le rôle de la protection du droit de propriété

Rollin F. Tusalem

La recherche existante sur les déterminants politico-économiques des coups d'État n'a pas exploré l'impact de la protection des droits de propriété. Les études de cas indiquent que les institutions militaires des pays en voie de développement ont souscrit aux valeurs de l'élite et ont réagi

défavorablement aux tentatives étatiques de redistribution des richesses et d'expropriation des années post-1970. Diverses théories affirment aussi que l'armée est devenue interventionniste quand l'État a commencé à soutenir des politiques publiques menaçant de nationaliser et d'exproprier les biens personnels et privés. À l'inverse, l'armée n'est pas intervenue quand les intérêts de l'élite ont été sauvegardés des pressions populistes. Jusqu'à présent, aucune analyse empirique n'a évalué les affirmations issues de ces théories et études de cas. En utilisant des modèles binaires de séries croisées de la période 1970–1990, cette étude examine l'impact des variables proxy « droits de propriété » sur la probabilité d'un coup d'État. Les résultats montrent que les pays en développement qui sécurisent leurs droits de propriété (comme une fonction de ces mesures) ont moins de probabilité d'éprouver un coup d'État. L'effet de protection des droits de propriété sur la diminution de la probabilité d'un coup d'État atteint un niveau statistiquement significatif en Afrique, Asie et Amérique latine.

La valeur heuristique du schéma gauche-droite en Asie orientale

Willy Jou

La sémantique droite-gauche a été largement utilisée pour récapituler les dimensions clés de la compétition politique, mais les études utilisant ce schéma idéologique se sont surtout concentrées sur les démocraties occidentales établies. Par l'analyse des données d'une enquête sur quatre démocraties d'Asie orientale et la comparaison avec deux cas « occidentaux », cette étude examine les questions suivantes: 1) Quelle est la familiarité des citoyens des démocraties d'Asie orientale avec le schéma droite-gauche? 2) Les citoyens peuvent-ils identifier les positions des partis politiques et les classer sur une échelle droite-gauche? 3) Dans quelle mesure les auto-placements droite-gauche des citoyens sont-ils reliés à une préférence partisane? Nous montrons que l'éducation, le revenu et le genre influent sur la capacité des citoyens à se situer sur l'échelle droite-gauche, de même que les partis réussissant le mieux au plan électoral (plutôt que ceux aux histoires les plus longues) sont les mieux identifiés dans l'espace partisan. Le lien entre les orientations idéologiques des électeurs et leurs attitudes envers les partis est renforcé au Japon, Corée du Sud et Taïwan dans les deux vagues d'enquête, suggérant un mouvement en faveur d'une plus grande clarté idéologique aux yeux de l'électorat.

Resúmenes

Más allá de la ilusión radial: Conceptualización y medida de la democracia y de la no-democracia

Jørgen Møller y Svend-Erik Skaaning

Las tipologías de régimen político en general y de régimen democrático en particular no paran de proliferar en la literatura. Sin embargo, apenas existen estudios dedicados a investigar de forma sistemática la correlación empírica entre las distintas partes constitutivas de la democracia liberal. Este artículo reexamina uno de los intentos más prometedores llevados a cabo

hasta el momento – viz., el programa de investigación sobre “democracias defectivas” – e identifica un problema más general, que denominamos de ilusión radial. Este problema está relacionado con la omisión de la noción de jerarquía entre atributos, lo cual conduce a la creación de sub-tipos vacíos de contenido empírico. El artículo resuelve este problema desarrollando una tipología alternativa que abarca construcciones teóricas bien establecidas, a la vez que asigna referentes empíricos a todos los tipos relevantes. Además, la distribución empírica se ajusta perfectamente a la lógica jerárquica de una escala de magnitud simple y perfecta, lo cual justifica a su vez la construcción de una medida de la democracia.

Bases de apoyo a la política exterior y de seguridad común de la UE: Género, actitudes hacia la integración económica y grado de adhesión a Europa

Cigdem Kentmen

Este estudio analiza los factores determinantes del apoyo a la política exterior y de seguridad común de la UE (PESC). Utilizando datos de la encuesta Eurobarómetro de 2005, el artículo presenta modelos para comprobar si el género, las valoraciones económicas subjetivas sobre el proceso de integración Europea, y el grado de adhesión a Europa tienen algún efecto en la manera en que los ciudadanos de la UE ven la PESC y la posible formación de una fuerza militar europea. Los resultados del estudio muestran que no existe diferencia de género en cuanto a las actitudes hacia la política exterior de la UE – o dicho de otro modo, que las mujeres no son menos pacíficas que los hombres. Por otra parte, el estudio revela que los individuos basan sus valoraciones de la UE en sus propias experiencias sobre la integración económica, así como en sus sentimientos sobre Europa.

La transparencia no basta: Cómo crear una transparencia efectiva para reducir la corrupción

Catharina Lindstedt y Daniel Naurin

Este artículo examina la aserción – a menudo enunciada pero raramente investigada – según la cual un método efectivo para combatir la corrupción sería la creación de instituciones políticas con un mayor grado de transparencia. Utilizando datos nacionales, el estudio confirma esta afirmación aunque lo hace con importantes especificaciones y matizaciones en varios respectos. Así, observamos que si nos fijamos solamente en el efecto promedio de la transparencia, éste nos da una idea equivocada de su importancia en la lucha contra la corrupción. Dicho de otro modo, el mero hecho de poner la información al alcance de todos no previene contra la corrupción si las condiciones de publicidad y responsabilidad tales como la educación, la distribución de los medios de comunicación y la existencia de elecciones libres y justas, son frágiles. Más aún, el estudio revela que los requisitos de transparencia son menos efectivos cuando éstos son implementados por el propio agente, sobre todo si los comparamos con las instituciones de transparencia no controladas por el agente, como la prensa libre. Estos resultados indican que si queremos conseguir que la transparencia tenga efectos positivos en la corrupción, las reformas destinadas a su incremento deberán de

estar acompañadas de medidas dirigidas a reforzar la capacidad de los ciudadanos de actuar en base a la información disponible.

Preferencias estatales y respuesta institucional: El CAP y la integración europea

Min-Hyung Kim

Este artículo examina la interacción entre el proceso de integración europea y la política interna de los estados miembros de la UE. Más concretamente, su objetivo es analizar cómo el proceso de integración europea afecta a los estados miembros, derivando últimamente en un cambio de preferencias en este respecto. Con este fin, el artículo analiza los casos de cambio de preferencias en la política de agricultura en Francia y Alemania durante las negociaciones de la reforma de MacSharry. En ambos casos, la respuesta institucional generada por los procesos de integración europea muestra que las políticas de la UE no son únicamente el resultado de la política interna de los estados miembros, sino que también éstas últimas hacen una aportación a las primeras. El estudio revela que un factor crucial en la reforma de preferencias de los estados miembros es un cambio de coalición sobre política interna, provocado por la expectación de que una integración europea más profunda puede aportar importantes beneficios a nivel nacional.

Factores determinantes de los golpes de estado en el período 1970–1990: El papel de la protección de los derechos de propiedad

Rollin F. Tusalem

En la investigación sobre los determinantes político-económicos de los golpes de estado, aún queda por analizar el impacto de la protección de los derechos de propiedad. Sin embargo, existen estudios de caso que sugieren que las instituciones militares de los países en vías de desarrollo empezaron a representar los valores de las élites, las cuales – a partir de los años 70 – reaccionaron de forma negativa a los intentos del estado de redistribuir la riqueza y de llevar a cabo expropiaciones de la propiedad. Aparte de esto, hay varias teorías que afirman que los militares optaron por el intervencionismo cuando el estado comenzó a propugnar políticas públicas que amenazaban con la nacionalización y la expropiación de la propiedad privada y personal, pero que éstos mismos optaron por la no-intervención cuando presiones populistas actuaban para proteger los intereses de dichas élites. En cualquier caso, ninguna de estas afirmaciones propugnadas por teorías y estudios de caso ha sido hasta ahora constatada. Este artículo utiliza modelos binarios de series temporales con datos de sección cruzada para el período 1970–1990, con el objetivo de investigar el impacto de las variables de “derechos de propiedad” en la probabilidad de incidencia de un golpe de estado. Los resultados muestran que los estados en vías de desarrollo que protegen los derechos de la propiedad tienen menos probabilidades de experimentar un golpe de estado. Más aún, el efecto de la protección de los derechos de propiedad en la probabilidad decreciente de un golpe de estado alcanza niveles de significación estadística en África, Asia, y América Latina.

El valor heurístico del esquema ideológico izquierda-derecha en Asia del Este

Willy Jou

Aunque la semántica de la izquierda-derecha ha sido ampliamente utilizada con el fin de simplificar las dimensiones clave de la competición política, los estudios que hacen uso de este esquema ideológico suelen concentrarse en las democracias asentadas del mundo occidental. Este estudio analiza datos de encuesta de cuatro democracias de Asia del Este y los compara con dos casos “occidentales”, con el fin de examinar las siguientes cuestiones: 1) ¿Qué grado de familiaridad con el esquema ideológico izquierda-derecha tienen los ciudadanos de democracias de Asia del Este? 2) ¿Pueden los ciudadanos ubicar las posiciones de los diversos partidos políticos en la escala izquierda-derecha? 3) ¿Hasta qué punto existe una relación entre la auto-ubicación de los ciudadanos en dicha escala y sus preferencias de partido? El estudio muestra que el nivel educativo, el grado de ingresos, y el género influyen en la capacidad de los ciudadanos de autoubicarse en la escala izquierda-derecha, y que los partidos con más éxito en las elecciones (y no los más antiguos) son los que más probabilidades tienen de ser ubicados en dicha escala. Por otra parte, la relación entre las orientaciones ideológicas de los votantes y las actitudes hacia los partidos se han visto reforzadas en Japón, Corea del Sur y Taiwán en el transcurso de dos olas de encuesta, lo cual indica una tendencia hacia una mayor claridad ideológica por parte del electorado.